

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2024-0233-VAT2024101

Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le samedi 24 février 2024 un incendie s'est déclaré au niveau du bâtiment 4, d'une superficie de 1040 m² et abritant 3 chaînes de traitement de surface. Le bâtiment a été totalement ruiné par l'incendie.

Cette visite d'inspection réactive est réalisée suite à cet incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installations de traitements de surfaces des métaux - SEVESO Bas

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Les suites de l'incendie du 24/02/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration accidents	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.2	Mesures d'urgence	15 jours
2	Dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 31.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Résistances	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Surveillance des systèmes de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Présomption de pollution	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 37	Mesures d'urgence	7 jours
8	Surveillance de	Arrêté Ministériel du	Mesures d'urgence	21 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'environnement	30/06/2006, article 39		
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Utilités	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7	Demande d'action corrective	1 mois
11	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Contrôle des équipements pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
15	Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
16	Prévention des incendies et leur développement	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 4.3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Gestion des déchets liés à l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5	Mesures d'urgence	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 3.1.3.3	Sans objet
4	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.2
Thème(s) : Autre, Accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.</p> <p>Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.</p>

<p>L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un incendie s'est déclaré sur le site le samedi 24 février 2024 vers 14h. Le gardien, lors de sa ronde, un peu après 14h voit des flammes au niveau d'un des laveurs de gaz, situé à l'extérieur du bâtiment 4. Il appelle immédiatement les secours. Peu après, la détection incendie et l'alarme du site se déclenchent. Les services de la gendarmerie sont informés à 14h17. Un salarié, en plus du gardien est présent sur le site.</p> <p>Environ 70 pompiers sont mobilisés sur cet incendie, qui sera maîtrisé, samedi en fin d'après-midi. Des pompiers étaient sur place jusqu'à dimanche matin.</p> <p>Le bâtiment 4, d'une superficie de 1040 m² abritait 3 chaînes de traitement de surface. Le bâtiment a été totalement détruit par l'incendie. La toiture, non amiantée, s'est effondrée et une partie des murs s'est écroulée. Les cuves de traitement de surface, étant la plupart en plastique, ont fondu et les produits de traitement se sont déversés dans le bâtiment.</p> <p>[Pdc n° 1] : L'exploitant n'a pas encore transmis le rapport d'accident au préfet et à l'inspection des installations classées précisant, notamment, les circonstances et les causes des accidents/incidents, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Il pourra pour ce faire utiliser la fiche de notification d'accident/incident du Bureau d'analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) téléchargeable sur le site https://www.aria.developpementdurable.</p> <p>Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 1] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Dispositifs de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs, fixes et autonomes, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'arrivée des pompiers, les obturateurs des réseaux d'eaux pluviales et de collecte des eaux d'extinction d'incendie ont pu être mis en place de sorte à ce que les eaux d'extinction d'incendie soient confinées sur le site.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a indiqué que lorsqu'il a voulu gonfler les ballons obturateurs, la mise en route de la réserve d'air n'a pas fonctionné. Il indique également que cela serait dû au fait que l'électricité du site a été coupée.</p> <p>Les ballons obturateurs ont donc été gonflés avec le matériel du SDIS.</p> <p>[Pdc n° 2] : Les obturateurs ne sont pas autonomes et actionnables en toutes circonstances en cas de sinistre.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 3.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité globale minimum de 200 m³.</p> <p>Cette capacité de rétention est complétée par des capacités au niveau des rétentions au droit des chaînes de traitement de surfaces (89,1 m³ pour le bâtiment 58,2 m³ pour le bâtiment 1 bis, 2,6 m³ pour le bâtiment 3 et 110,2 m³ pour le bâtiment 4).</p> <p>Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est collecté dans un bassin d'une capacité minimum de 100 m³.</p> <p>Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettent une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs sont définies par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction d'incendie ont été stockées dans le premier bassin de confinement de 50 m³, dans l'ancien bassin de décantation d'une capacité de 100 m³ et dans le bassin de confinement situé sous la nouvelle station.</p> <p>Les bacs de traitement de surface ont également été retenus dans les rétentions des chaînes de traitement du bâtiment 4.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les eaux confinées dans les différents bassins de confinement d'eaux d'extinction étaient en train d'être pompées par une société extérieure pour être évacuées en tant que déchets.</p> <p>Il n'a pas été constaté de déversement en dehors de ces rétentions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers. Le débit et la pression du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. La ressource en eau peut être constituée : -soit par les moyens propres au site -soit par une ressource extérieure à l'établissement. L'exploitant dispose d'une réserve incendie dont la capacité minimale est d'au moins 15000 m3. Il doit garantir les possibilités d'aspiration dans cette réserve incendie en toutes circonstances. La plate-forme d'aspiration associée à cette réserve incendie doit être dotée d'un éclairage fixe afin de faciliter l'intervention des secours. Il doit être en mesure de fournir à l'inspection des installations classées la démonstration de cette disponibilité.
Constats : Pour l'extinction de l'incendie du bâtiment 4, les services de secours ont pu s'approvisionner en eau dans la réserve d'incendie du site, d'un volume d'au moins 15 000 m ³ malgré les problèmes d'obturation répétés signalés par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Résistances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance
Prescription contrôlée : [...] Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il réalise régulièrement des contrôles du bon fonctionnement de l'asservissement entre le chauffage par résistance électrique des cuves et le détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve, mais il n'a pas été en mesure de présenter le registre justifiant de cette vérification. [Pdc n° 5] : L'exploitant transmettra le registre de vérification du bon fonctionnement, une fois par semaine, de l'asservissement entre le chauffage par résistance électrique des cuves et le détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve, notamment pour les installations situées dans le bâtiment 4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 5] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des systèmes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, systèmes de traitement
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant de la réalisation d'une vérification et d'une maintenance préventive des laveurs de gaz et extracteurs associés, notamment du bâtiment 4. [Pdc n°6] : L'exploitant transmettra les justificatifs de la réalisation d'une vérification et d'une maintenance préventive des laveurs de gaz et extracteurs associés des différents bâtiments équipés de ce système de traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 6] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Présomption de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance de l'environnement
Prescription contrôlée : En cas de présomption de pollution des sols, une surveillance appropriée des sols est mise en oeuvre par l'exploitant. La localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer sont fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou par un arrêté préfectoral complémentaire.
Constats : Le bâtiment 4 abritait trois chaînes de traitement de surfaces et du stockage de produits chimiques. Au regard de l'état des stocks transmis par l'exploitant, et considérant la dégradation des cuves contenant les bains de traitement ayant induit un déversement de substances chimiques aux ph très acides sur le sol du bâtiment et dans des rétentions et considérant la ruine du bâtiment, l'incendie peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [Pdc n°7] : Il convient de prescrire en urgence la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et visant à identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert. Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 février 2024.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Surveillance de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance de l'environnement
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le bâtiment 4 abritait trois chaînes de traitement de surfaces et du stockage de produits chimiques. Au regard de l'état des stocks transmis par l'exploitant, et considérant la dégradation des cuves contenant les bains de traitement ayant induit un déversement de substances chimiques aux ph très acides sur le sol du bâtiment et dans des rétentions et la ruine du bâtiment, l'incendie peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il convient donc que l'exploitant réalise un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et à identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert. Sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle. [Pdc n°8] : L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement. Au regard des conclusions du diagnostic, l'exploitant propose au Préfet et à l'inspection des installations classées des mesures de gestion dont l'objectif est de supprimer les éventuels impacts sanitaires et environnementaux potentiels. Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 février 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 21 jours

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déféctuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les normes en vigueur.
Constats : Le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge Q19, pour une

<p>intervention du 19/12/2023 réalisé par Bureau Véritas fait état d'anomalies constatées, notamment de 3 anomalies de niveau 2 dans le bâtiment 4.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant des actions correctives mises en œuvre pour lever ces anomalies.</p> <p>[Pdc n°9] : L'exploitant transmettra les éléments justifiant des actions correctives mises en œuvre pour lever les anomalies mentionnées dans le dernier rapport Q19, en particulier celles relatives au bâtiment 4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 9] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 10 : Utilités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Utilités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements importants pour la sécurité concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas pu gonfler les obturateurs permettant le confinement du site du fait de la coupure de l'installation électrique (cf Pdc n°2). Il indique également que le site ne dispose pas de générateur de secours.</p> <p>[Pdc n°10] : L'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité, en particulier les dispositifs assurant le confinement du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 10] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Système de détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.</p>

<p>Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.</p> <p>Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont classés "équipements importants pour la sécurité" et soumis aux dispositions prévues par le présent arrêté.</p> <p>Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le système de détection incendie s'est bien déclenché, peu après que le gardien ait vu des flammes lors de sa ronde. Néanmoins, il n'a pas été en mesure d'indiquer l'heure précise de son déclenchement.</p> <p>C'est le système de détection incendie qui a ensuite déclenché le système de sécurité incendie et l'appel de l'astreinte du site.</p> <p>L'alarme du site s'est également déclenchée, permettant de donner l'alerte à la personne présente sur site, travaillant au niveau de la station de traitement, et qui a donc pu évacuer rapidement.</p> <p>[Pdc n°11] : L'exploitant précisera à quelle heure le système de détection incendie s'est déclenché et au niveau de quel détecteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 11] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Contrôle des équipements pour la sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, éléments pour la sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La conception et l'implantation des équipements importants pour la sécurité tiennent compte de leur maintenance et de leur vérification périodique, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques.</p> <p>En outre, celles des dispositifs indicateurs (jauges de niveaux, manomètres, détecteurs de gaz...) permettent leur étalonnage périodique ainsi que la vérification de la bonne exécution de leur fonction sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment 4 est équipé de portes coupe-feu. L'exploitant a indiqué que celles donnant sur les bâtiments voisins restent ouvertes en temps normal et que leur fermeture est asservie au déclenchement du système de détection d'incendie.</p> <p>Néanmoins il n'a pas été en mesure de garantir que les différentes portes coupe-feu se sont bien fermées de façon automatique lors de l'incendie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dernier contrôle des portes coupe-feu a été réalisé en décembre 2023, mais il n'a pas été en mesure de présenter les documents justifiant de cette dernière vérification.</p>

[Pdc n°12] : L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification des portes coupe-feu de l'ensemble du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 12] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.5.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet. Ce plan doit être transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices sont réalisés au moins tous les ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé. L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I..
Constats : La dernière version du plan d'opération interne (POI) est la version V26 du 12/10/2022. L'exploitant indique qu'il a réalisé un exercice POI en 2023, sans la présence des pompiers du fait de leur indisponibilité le jour de l'exercice. Le scénario testé était un déclenchement d'incendie au niveau du bâtiment 1 avec un déversement accidentel d'acide sulfurique. Cet exercice a eu lieu la nuit. L'exploitant n'avait pas informé l'inspection des installations classées de la date de cet exercice et le compte-rendu ne lui a pas été adressé. [Pdc n°13] : L'exploitant veillera à informer l'inspection des installations classées des dates retenues pour la réalisation d'exercice POI et veillera à lui transmettre les comptes-rendus

réalisés. En particulier, l'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu du dernier exercice POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 13] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : Le POI ne comprend pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent, ni les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. La version en vigueur du plan d'opération interne ne précise pas : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [Pdc n°14] : L'exploitant mettra à jour son POI pour préciser les éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 14] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des

actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : [Pdc n°15] : Dans le cadre de la révision et mise à jour de l'étude de dangers en cours, l'exploitant inclura la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 15] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Prévention des incendies et leur développement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 4.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Prescription contrôlée : [...] Les gaines d'aspiration sont équipées de détecteurs chaleur déclenchant l'arrêt de la ventilation au-dessus d'une température de 50° C. [...]
Constats : [Pdc n°16] : L'exploitant justifiera que les gaines d'aspiration du site sont équipées de détecteurs chaleur déclenchant l'arrêt de la ventilation au-dessus d'une température de 50° C et transmettra les éléments justifiant de la vérification régulière de ces capteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 16] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 0 mois

N° 17 : Gestion des déchets liés à l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5
--

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.

Constats :

[Pdc 17] : L'exploitant fournit les justificatifs d'élimination des eaux d'extinction et de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie, dans les filières autorisées.

L'exploitant procède également à un curage des réseaux et des bassins/rétentions ayant acheminé et contenu les eaux d'extinction d'incendie. Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 février 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence
--

Proposition de délais : 1 mois
